

Maîtrise d'ouvrage:

**CROUS de l'Académie de Créteil**

70, avenue du Général de Gaulle,  
94010 CRETEIL Cedex  
achat@crous-creteil.fr  
01 45 17 06 43

Ouvrage :

# Restaurant universitaire du Kremlin-Bicêtre

63, rue Gabriel Peri, 94270 KREMLIN-BICÊTRE

Maîtrise d'oeuvre:

Architecte :

**Studio Kiraw**

10 Villa Collet,  
75014 PARIS  
contact@studiokiraw.fr  
09 54 00 13 87

BET Fluides :

**RCA**

1 rue des Mésanges,  
77680 ROISSY EN BRIE  
d.etile@bet-rca.fr  
09 50 94 81 70

BE Cuisine :

**Toutes les cuisines**

99 rue Charles Bassée,  
94120 FONTENAY SOUS BOIS  
contact@touteslescuisines.fr  
07 68 89 45 44

Coordinateur SSI :

**Gayet SSI**

39 rue Colette,  
95310 SAINT OUEN  
L'AUMONE  
sgayet.gayetssi@orange.fr  
01 30 37 70 92

Bureau de contrôle :

**POINT CONTROLES**

1 Allée, Emile Cohl,  
77200, TORCY  
christian.chekam@pointcontroles.fr  
09 87 57 05 50 / 07 88 29 17 21

Coordinateur SPS :

**QUALICONSULT SECURITE**

127/131 Chemin des Bassins, Zone  
Europarc, 94035 CRETEIL  
yacine.haddar@qualiconsult.fr  
06 82 55 19 82

N° de document :

01

Titre:

Phase du projet :

DCE

## CCTP - Lot 01 - Démolitions / Curage / Gros-oeuvre / Plâterie

Date :

18/07/2025

Echelle :

Indice :

Date :

Modifications :

Dessin :

0	18/07/2025	Premier indice	Studio Kiraw
-	-	-	-
-	-	-	-
-	-	-	-
-	-	-	-



## TABLE DES MATIERES

1	GÉNÉRALITÉS .....	5
1.1	OBJET .....	5
1.2	CONSISTANCE DES TRAVAUX .....	5
1.3	PRESTATIONS EXCLUES DU PRESENT CE : .....	5
1.4	CARACTERE FORFAITAIRE DU PRIX .....	5
1.5	RECONNAISSANCE DES LIEUX .....	5
1.6	DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER .....	6
1.7	PRESCRIPTIONS GENERALES D'INSTALLATION DE CHANTIER et gros oeuvre .....	6
1.7.1	Documents à fournir par l'entreprise .....	6
1.7.2	Documents de référence .....	7
1.7.3	Documents fournis par l'entrepreneur .....	9
1.7.4	Matériaux .....	10
1.7.5	Enlevement et tri des dechets et gravois .....	10
1.7.6	Nettoyages .....	11
1.7.7	Essais – echantillons – prototypes .....	11
1.7.8	Obligation de résultat .....	12
1.7.9	Prise en charge du chantier .....	12
1.7.10	Constat - réception des travaux .....	12
1.7.11	Conditions prealables a l'execution des travaux .....	13
1.8	PRESCRIPTIONS GENERALES DE PLÂTRERIE .....	14
1.8.1	Objet .....	14
1.8.2	Consistance des travaux .....	14
1.8.3	Essais envisagés : .....	14
1.8.4	Prestations exclues du présent CE : .....	14
1.8.5	Caractère forfaitaire du prix .....	15
1.8.6	Reconnaissance des lieux .....	15
1.8.7	Documents à fournir par l'entreprise .....	15
1.8.8	Documents de référence .....	16
1.8.9	Bases de calcul et dispositions de montage .....	16
1.9	PRESCRIPTIONS GENERALES DE PLAFONDS .....	19
1.9.1	Objet .....	19
1.9.2	Consistance des travaux .....	20
1.9.3	Prestations exclues du présent ce : .....	20
1.9.4	Caractère forfaitaire du prix .....	20
1.9.5	Reconnaissance des lieux .....	20

1.9.6	Documents à fournir par l'entreprise.....	20
1.9.7	Documents de référence.....	21
1.9.8	Documents fournis par l'entrepreneur .....	23
1.9.9	Matériaux.....	24
1.9.10	Enlèvement et tri des déchets et gravois .....	24
1.9.11	Nettoyages .....	25
1.9.12	Essais – échantillons – prototypes .....	25
1.9.13	Obligation de résultat .....	26
1.9.14	Prise en charge du chantier.....	26
1.9.15	Constat - réception des travaux .....	26
1.9.16	Conditions préalables à l'exécution des travaux.....	27
2	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER .....	28
2.1	INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	28
2.1.1	Signalisation et affichages.....	28
2.1.2	Détection incendie du site .....	28
2.1.3	Protection des ouvrages existants .....	28
2.1.4	Palissades de chantier et cloisonnement provisoire .....	29
2.1.5	Base vie .....	29
2.1.6	Constat huissier.....	29
3	DESCRIPTION DES TRAVAUX DE CURAGE .....	30
3.1	PREAMBULE.....	30
3.2	CURAGE DES OUVRAGES DE SECOND ŒUVRE ET D'AMÉNAGEMENTS INTÉRIEURS.....	30
3.2.1	Démolition de cloisons intérieures .....	31
3.2.2	Démolition d'ouvrages gaines techniques et soffites en plaques de plâtre .....	31
3.2.3	Démolition de plafonds suspendus.....	31
3.2.4	Dépose de menuiseries intérieures .....	32
3.2.5	Dépose de revêtements de sol minces .....	32
3.2.6	Dépose de tous fluides.....	32
3.2.7	Dépose d'équipements .....	32
3.2.8	Démolition de revêtements carrelage aux murs.....	32
3.2.9	Démolition de revêtements carrelage au sol .....	33
3.3	ÉTAT DES SURFACES APRES CURAGE.....	33
4	DESCRIPTION DES TRAVAUX DE GROS ŒUVRE .....	34
4.1	SOCLES DIVERS .....	34
4.2	PERCEMENTS, CALFEUTREMENTS, REBOUCHEMENTS.....	34
4.2.1	Ouverture de baie .....	34

4.2.2	Percements .....	34
4.2.3	Calfeutrements rebouchements .....	34
4.3	RAGREAGE .....	35
5	DESCRIPTION DES TRAVAUX DE PLÂTRERIE.....	36
5.1	HABILLAGE EN PLAQUE DE PLATRE .....	36
5.2	CLOISONS EN PLAQUE DE PLATRE RESISTANTE AU FEU.....	36
5.3	CLOISONS EN PLAQUE DE PLATRE D’HABILLAGE.....	37
5.4	OUVRAGES DIVERS .....	38
5.4.1	Écrans de cantonnement .....	38
5.4.2	Lissage des courbes.....	38
6	DESCRIPTION DES TRAVAUX DE PLAFONDS.....	40
6.1	FAUX PLAFONDS EN PLAQUE DE PLATRE .....	40
6.2	FAUX PLAFONDS DEMONTABLE EN FIBRE DE BOIS 600X600 .....	40
6.3	PLAFONDS ACOUSTIQUES SUSPENDUS.....	41
6.4	TRAPPES DE VISITE .....	42
7	DESCRIPTION DES TRAVAUX DE CARRELAGE.....	43
7.1	CARRELAGE MURAL.....	43
7.2	PLAN CARRELE ZONE DE SERVICE A.....	43
7.3	PLAN CARRELE ZONE DE SERVICE B.....	43
7.4	PLAN CARRELE CAISSE LIBRE SERVICE .....	43

# 1 GÉNÉRALITÉS

---

## 1.1 OBJET

Le présent CCTP a pour objet de décrire l'ensemble des prestations du corps d'état « Installations – Curage – Gros œuvre », liées à la réalisation des travaux de rénovation du restaurant du CROUS de l'hôpital Kremlin Bicêtre (94).

Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, l'entrepreneur doit prendre connaissance des plans, des lieux et des cahiers des charges des autres CE, notamment les dispositions communes à tous les CE, et tenir compte des exigences des clauses exposées dans les divers documents faisant l'objet du marché de travaux, ainsi que des contraintes de réalisation liées aux accès au site (horaires, contrôle d'accès, approvisionnements, site exploité).

## 1.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à exécuter au titre du présent CE concernent la réalisation des installations de chantier et moyens mis en commun tous lots, le curage des existants et les divers travaux de gros-œuvre.

## 1.3 PRESTATIONS EXCLUES DU PRESENT CE :

Tous travaux explicitement détaillés dans les CCTP des autres CE.

## 1.4 CARACTERE FORFAITAIRE DU PRIX

Le prix global comprend implicitement toutes les fournitures et façons accessoires même non mentionnées mais nécessaires au parfait achèvement des ouvrages conformément au DTU.

L'entrepreneur devra prévoir tous les travaux indispensables dans l'ordre général et, par analogie, étant entendu qu'il doit assurer le complet et le parfait achèvement des travaux prévus au marché et, ce, sans qu'il puisse prétendre à majoration du prix global forfaitaire pour raison d'omission aux plans ou au devis, l'entrepreneur s'étant rendu compte des travaux à effectuer et de leur importance et nature, et ayant suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les plans ou le devis.

Toutes les dispositions précisées au présent document et sur les plans devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux que les dispositions d'ensemble et d'architecture des dessins.

Aucun supplément de prix ne sera payé pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de modification au programme, qui serait notifiée par un ordre de service spécial.

## 1.5 RECONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est considéré comme s'étant rendu sur place avant la remise de son offre et avoir examiné les lieux avec attention, afin d'avoir une parfaite connaissance de l'opération, du terrain, de ses abords et des contraintes afférentes.

L'entrepreneur doit, en particulier, vérifier toutes les données sur place (cotes en plan, cotes d'altitude, réseaux existants, etc.) et sera tenu pour responsable des manques de concordance qu'il n'aura pas signalés en temps utile.

**Il est rappelé que la zone d'intervention est susceptible de contenir de l'amiante. L'entrepreneur intégrera dans son offre toutes les dispositions nécessaires pour**

**intervenir sur les éléments concernés dans le respect de la réglementation et notamment des préconisations du CSPS ainsi que de la médecine du travail. L'entrepreneur aura notamment du personnel qualifié et formé pour l'intervention en sous-section 4.**

## 1.6 DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Bien qu'étant en marché public, Il sera fait application de la norme NFP 03-001 en vigueur : "Cahier des clauses administratives générales applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés" en ce qui concerne la gestion du compte prorata. Aucune autre pièce contractuelle du marché autre que le C.C.A.P marché ne pourra déroger aux dispositions prévues par la norme AFNOR NFP 03-001 sur le compte prorata et aux présentes dispositions particulières qui viennent compléter ladite norme et y dérogent sur certains points.

Toutes les entreprises titulaires d'un marché intervenant sur le chantier participent aux dépenses du compte prorata.

La gestion du compte prorata est assurée par le titulaire du lot n°01 sous le contrôle d'au moins 2 autres titulaires de marché à désigner à lors de la période de préparation du chantier.

Dépenses de fonctionnement :

- Gestion du compte prorata
- Les consommations en énergie (eau et électricité) de la base vie et du chantier
- Les consommations télécom/internet de la base vie ;

Dépenses d'exploitation :

- Les consommables divers de fonctionnement de la base vie (papier toilette, savon, papier sèche main, etc...)
- Le nettoyage de la base vie et du chantier en cas de défaillance des entreprises

Tout manquement dans la mise en œuvre et/ou la réalisation des dépenses d'intérêts communes, entraînera la réalisation de celles-ci par un intervenant extérieur sous l'autorité et décision de la Maîtrise d'Œuvre avec imputation au compte prorata.

## 1.7 PRESCRIPTIONS GENERALES D'INSTALLATION DE CHANTIER ET GROS OEUVRE

### 1.7.1 Documents à fournir par l'entreprise

#### 1.7.1.1 *Au début du chantier :*

- Le projet de panneau de chantier
- Les procédures d'accès des véhicules
- Les plans d'installations de chantier, de circulation des matières, des personnes, des déchets,
- Les plans de repérage des ouvrages de gros œuvre à réaliser,
- L'entreprise adjudicataire devra indiquer au maître d'œuvre, le lieu de provenance de ses matériaux et le nom de ses fournisseurs, avec les références et les garanties d'emploi données par ces derniers,
- Les fiches de déclaration environnementales et sanitaires,
- Les cahiers de méthodologie de ses travaux
- Le planning d'intervention ainsi que les effectifs prévus

#### 1.7.1.2 *En fin de chantier :*

L'entrepreneur remettra au maître d'œuvre

- Les fiches techniques et les P.V. de réaction au feu des produits mis en œuvre, compris ouvrages provisoires (bâches de protection, etc)
- Les bons de dépôt des circuits déchets

Dans le but d'obtenir le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.et DIUO) l'entrepreneur remettra les documents prévus au C.C.A.P.

#### 1.7.2 Documents de référence

Les travaux seront exécutés conformément aux normes, lois, règlements, décrets et arrêtés en vigueur à la date du marché et notamment, sans que cette liste soit limitative :

- Les documents REEF comprenant l'ensemble des normes françaises et européennes homologuées, élaborées et diffusées sous l'égide de l'AFNOR (Association Française de Normalisation). Elles définissent les produits et éléments d'ouvrages, les caractéristiques auxquelles ils doivent répondre, ainsi que les méthodes d'essais,
- Les directives communes pour l'agrément des différents procédés de fabrication et de mise en œuvre de l'U.E.A.T.C. (Union Européenne pour l'Agrément des Travaux de Construction).
- La réglementation Sécurité Incendie
- Le code du travail
- Le code de la « Santé Publique »
- Les spécifications Environnementales de la ville
- Les textes de loi relatifs aux nuisances sonores, dont notamment :
  - La loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 (codifiée aux articles L.571.1 à L.571.26 du code de l'environnement), dite loi "Royal" ou loi "bruit",
  - La directive 2002/49/CE sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement, transposée aux articles L et R 572-1 à 11 du code de l'environnement.
  - Directive européenne n° 95/27/CE du 29 juin 1995, JOCE n° L 168 du 18 juillet 1995 relative à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les engins de terrassement applicable au 30 décembre 1996.
  - Directive 2000/14/CE du Parlement Européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
  - Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
  - Les arrêtés préfectoraux,
- Les Recommandations de la CRAM (Note technique CRAMAM n° 18/1987) relative à l'utilisation des échafaudages fixes : "Prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles", l'OPPBTP, de l'INRS,
- Recommandations de la C.N.A.M. concernant la prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied.
- Les règles APSAIRD,
- Règlement des transports des matières dangereuses
- Règlement sanitaire départemental.
- Réglementation environnementale

Ainsi que :

- Les règles ou recommandations professionnelles, notamment les règles professionnelles de préparation des supports
- Règles de calculs de dimensionnement des ouvrages en fonction des conditions d'exploitation,
- Cahiers des charges, notices techniques éditées par les fabricants
- Les avis techniques du C.S.T.B., pour les procédés de construction et ouvrages et matériaux non traditionnels.

### **Terrassements**

- D.T.U. 11 : Reconnaissance des sols
- D.T.U. 12 : Travaux de terrassement pour le bâtiment

### **Fondations**

- DTU 13.11 : Fondations superficielles.

### **Maçonneries**

- D.T.U. 20.1 : Parois et murs en maçonnerie de petits éléments

### **Béton armé**

- D.T.U. 21 : Exécution des travaux en béton

### **Enduits, chapes**

- D.T.U. 26.1 : Enduits aux mortiers de liants hydrauliques
- D.T.U. 26.2 : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

### **Travaux de curage**

Réglementation relative à l'hygiène et la sécurité

- Code du travail : Livre II – Titre III.
- Loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 (modifiée) relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Décret du 19 août 1977 sur les déchets générateurs de nuisances
- Arrêté du 4 juillet 1985 suivi des déchets
- Loi n°88.1261 du 30 décembre 1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Circulaire du 28 décembre 1990 et arrêtés préfectoraux sur études déchets
- Loi n°92.646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Les dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie-civil issues de la loi 93.1418 du 3 décembre 1993 portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes 92-57 du 24 juin 1994.
- Décret du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages industriels
- Loi n°95.101 du 2 février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Circulaire du 15 Février 2000 relative à la planification des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics
- Arrêté du 18 décembre 1992 relatif aux décharges de Classe 1
- Décret n°98.679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route
- La recommandation concernant les mesures de prévention dans les travaux de démolition de bâtiments par procédés mécaniques ou à la main, éditée par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés.
- Protection contre les poussières, en prenant toutes précautions et en appliquant tout moyen technique nécessaire pour éviter la propagation des poussières dans les rues et les propriétés riveraines.
- Tous les textes réglementaires concernant notamment les précautions à prendre pour l'utilisation de chalumeau, ainsi que pour prévenir tout risque d'incendie.

Réglementation relative au bruit

- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit (modifiée par la loi n°92-1476 du 31 décembre 1992 et la loi n° 95-101 du 2 février 1995).
- Loi n°95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le Décret du code de la santé publique.
- Arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage.



- Circulaire du 27 février 1996 relative à la lutte contre les bruits de voisinage.
- Arrêté du 11 avril 1972 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par le ou les moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantier.
- Circulaire du 16 mars 1978 relative aux bruits émis par les engins de chantier.
- Arrêté du 3 juillet 1979 fixant le code général de mesure relatif au bruit aérien émis par les matériels et engins de chantier.
- Arrêtés du 2 janvier 1986 relatif à la limitation des bruits aériens émis par les matériels et engins de chantier.
- Circulaire du 16 mai 1986 relative aux bruits émis par les engins de chantier.
- Arrêté du 18 septembre 1987 relatif à la limitation des émissions sonores des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des bouteurs, des chargeuses et des chargeuses pelleteuses.
- Décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et relatives aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.
- Directive européenne n° 95/27/CE du 29 juin 1995, JOCE n° L 168 du 18 juillet 1995 relative à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les engins de terrassement applicable au 30 décembre 1996.
- Directive 2000/14/CE du Parlement Européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
- Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

#### 1.7.3 Documents fournis par l'entrepreneur

##### 1.7.3.1 Contenu du dossier d'exécution

L'Entrepreneur doit établir le dossier d'exécution, qui comprend les documents suivants :

- Les notes de méthodologie,
- Les notes de calculs,
- Les plans, coupes et détails des ouvrages structurels et des éléments non porteurs,
- Les fiches techniques des matériaux et agrément,
- Les échantillons représentatifs des tout éléments, produit ou matériaux nécessaire à la réalisation des prestations,
- Tout document nécessaire à la parfaite description des ouvrages réalisés.

Les documents du dossier d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution. Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Œuvre, pour approbation, la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents. Ce calendrier est compatible avec le calendrier d'exécution, et tient compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

##### 1.7.3.2 Études d'exécution

L'Entrepreneur aura à sa charge la réalisation des études d'exécution et devra dresser lui-même tous les plans d'exécution, de détail, d'atelier et de chantier nécessaire à la parfaite définition et exécution des ouvrages.

##### 1.7.3.3 Plans d'exécution

Les plans d'exécution doivent définir à eux seuls complètement les formes et la constitution des ouvrages, de toutes leurs pièces et leurs assemblages en cohérence avec le tracé géométrique, la note de calculs et les procédures de fabrication et de montage. Ils comprennent les plans de repérage, les plans d'implantation et les plans et coupe de détails, chacun d'eux étant établi à une échelle appropriée.

Les plans d'exécution sont établis à partir du dossier et des indications fournis par la Maîtrise d'Œuvre. Ces plans sont exécutés conformément aux règles de l'art, et comprennent notamment les indications suivantes :

- La nomenclature et le repérage complets des éléments représentés ;
- Les surcharges admissibles sur les divers éléments ou zones ;
- Toutes les sujétions de raccordement à l'interface avec d'autres corps d'état ;

#### 1.7.3.4 *Visa du dossier d'exécution*

Les documents d'exécution seront soumis au visa de la maîtrise d'œuvre et du contrôleur technique avant le début de toute réalisation, accompagnés de toutes les notes de calculs justificatives.

### 1.7.4 Matériaux

#### 1.7.4.1 *Provenance*

Les matériaux de toute nature seront choisis parmi les meilleurs, en provenance exclusive des fournisseurs et usines agréés par le maître d'œuvre (l'entrepreneur sera tenu de justifier de leur provenance au moyen de lettres de voiture signées par le responsable de la carrière ou de l'usine, ou à défaut par un certificat d'origine et tout autre document authentique).

Si au cours des travaux, l'origine des matériaux venait à être modifiée, l'Entrepreneur serait tenu d'en informer le Maître d'œuvre, et de soumettre une série d'échantillons et fiches techniques pour validation. Cette validation devra être faite dans un délai de 10 jours avant toute utilisation de ces nouveaux matériaux ou produits.

Les formulations précises et performances des produits proposés par l'Entreprise, seront clairement indiquées au Maître d'œuvre et seront soumises à son approbation.

Les installations d'extraction de granulats pour mortiers et béton, de même que les centrales de production de béton de liant hydraulique ou hydrocarbonés, seront équipées d'un laboratoire d'analyse et de contrôle de la production.

Les matériaux d'extraction ou de production d'usine devront présenter les mêmes caractéristiques pour l'ensemble de l'opération quelle que soit la durée de réalisation des ouvrages.

#### 1.7.4.2 *Stockage*

Le stockage des matériaux et éléments devra se faire en des lieux et dans des conditions acceptées par le maître d'œuvre, concertée avec les responsables du site (Faculté de médecine)

La nécessité d'éviter toute conséquence résultant d'un stockage non conforme ou non approprié peut amener le maître d'œuvre à refuser la mise en œuvre desdits matériaux ou éléments. La conséquence d'un tel refus serait à la charge de l'entrepreneur.

Aires de stockages extérieurs à proximité de la base vie

### 1.7.5 Enlèvement et tri des déchets et gravois

Les gravois de déblais non réutilisés, ainsi que tous les autres matériaux et matériels déposés seront à évacuer et à trier au fur et à mesure de l'avancement par tous moyens.

Les déchets doivent être collectés et triés de manière sélective sur le chantier, selon les opportunités locales de collecte et de valorisation. En fonction des contraintes du site (emprise

des bennes), le tri pourra se faire sur une plateforme extérieure, en centre spécialisé, à condition que la performance du tri et de valorisation soit satisfaisante. Dans les deux cas, il est obligatoire de trier les déchets dangereux.

L'entrepreneur fera son affaire des autorisations, droits éventuels, etc. qui seront à sa charge.

#### 1.7.6 Nettoyages

L'entreprise devra maintenir dans un état irréprochable les lieux qu'elle emprunte et les zones de travaux. Le nettoyage sera journalier y compris l'évacuation des déchets, bidons et emballages produits par les travaux.

En complément du nettoyage journalier effectué par chacun, l'entreprise du présent lot devra une fois par semaine un nettoyage général de toutes les zones de chantier.

En cas d'états de propreté jugée insuffisante par la MOE/MOA, celle-ci pourra demander tout nettoyage complémentaire, exécutés au frais de l'entreprise. Le non-respect de propreté pourra entraîner des pénalités.

#### 1.7.7 Essais – échantillons – prototypes

##### 1.7.7.1 Essais

Tous les frais d'essais et de contrôle des matériaux sont entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Tous les essais seront exécutés suivant les processus opératoires du Laboratoire Central des Ponts et Chaussées et les normes AFNOR en vigueur.

Tout lot rebuté devra être enlevé par l'entrepreneur dans les délais fixés par Ordre de Service.

##### Essais d'agrément

Avant tout commencement d'exécution, il est procédé à des essais d'agrément ayant pour objet de permettre au maître d'œuvre de s'assurer que les matériaux dont l'utilisation est envisagée par l'entrepreneur, satisferont aux conditions du présent CCTP

##### Essais d'études

En vue du contrôle des approvisionnements des matériaux au fur et à mesure de l'arrivée sur les aires de stockage ou sur le chantier de la fabrication des matériaux, un laboratoire agréé par le maître d'ouvrage procèdera aux essais suivants :

- Analyse granulométrique par tamisage
- Limites d'Atterberg - Equivalent de sable
- Essais Proctor Normal et Modifié
- Mesure de la teneur en eau

##### Essais de contrôle

Les essais géotechniques nécessaires aux contrôles des terrassements seront effectués par un Laboratoire spécialisé, agréé par le Maître d'Œuvre et aux frais de l'entrepreneur.

a) Fond de forme en déblai => 1 Proctor modifié pour 500 m<sup>2</sup> et 1 densité en place pour 500 m<sup>2</sup>

b) Fond de forme en remblai (Essais couche par couche) => 1 Proctor modifié pour 100 m<sup>3</sup> et 1 densité en place pour 100 m<sup>3</sup>

### Essais de conformité

Les résultats d'essais doivent être soumis au maître d'œuvre avant tout début d'approvisionnement total et tout commencement de travaux. Le délai imparti pour examiner chacun des documents est de dix (10) jours calendaires.

Les essais de conformité des ouvrages sont obligatoirement réalisés par un laboratoire agréé du maître d'œuvre.

#### *1.7.7.2 Échantillons et prototypes*

L'entrepreneur fournira au démarrage du chantier des échantillons des produits et matériaux qu'il compte mettre en œuvre. D'une manière générale tous les produits matériaux et matériels devront recevoir l'approbation du maître d'œuvre. Des fiches techniques et tous documents nécessaires décrivant chacun des éléments seront remis à cet effet au maître d'œuvre.

Un prototype à l'échelle 1/1 sera réalisé afin de valider l'ensemble des dispositions du projet. Celui-ci comprendra notamment la mise en situation réelle d'une zone du restaurant d'une surface de 10m<sup>2</sup>.

#### 1.7.8 Obligation de résultat

Les pièces écrites et graphiques du dossier visent avant tout à définir des performances et des niveaux de qualité. Elles constituent pour l'entreprise une obligation de résultat. L'entrepreneur titulaire du présent marché ne pourra donc invoquer aucune omission ou erreur dans les présentes pièces écrites ou graphiques du dossier pour livrer des ouvrages incomplets ou impropres à leur destination.

#### 1.7.9 Prise en charge du chantier

Les surfaces ou volumes seront pris en l'état le jour de l'ouverture du chantier, y compris les équipements intérieurs pouvant subsister qui devront être évacués par l'entreprise, laquelle devra tenir compte, dans son prix, de la récupération de pièces lourdes et encombrantes éventuellement présentes, faite aux frais et risques de l'Entreprise.

État existant : l'entreprise aura à sa charge de vérifier la possibilité d'utiliser ses matériels (engins de démolition, moyens de manutention) dans l'immeuble au regard des capacités de la structure du bâtiment.

Protection des ouvrages conservés : le titulaire du présent marché est responsable des désordres qui pourraient subvenir aux ouvrages existants du fait de ses travaux. Tout ouvrage détérioré par manque de protection devra être remplacé ou refait à sa charge.

Moyens mis en œuvre : l'entreprise devra joindre à l'appui de son offre, la liste de son matériel en précisant celui qu'elle compte utiliser pour mener à bien le curage et le traitement des déchets dans le cadre des délais impartis.

#### 1.7.10 Constat - réception des travaux

Les procédures de constat de fin de travaux, de gestion des réserves, de réception et de garantie sont conformes au CCAG. Elles sont ci-dessous synthétisées :

Fin des travaux = établissement d'un procès-verbal indiquant :

- les ouvrages exécutés
- les ouvrages prévus non exécutés,
- les réserves liées aux ouvrages

- le délai attribué pour remédier aux points précédents

La date retenue comme fin d'exécution des travaux correspond à la prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage.

Préalablement à la réception, l'Entrepreneur devra faire effectuer sous sa responsabilité et à ses frais les essais et vérifications nécessaires.

Les plans de récolement seront établis à l'échelle 1/100<sup>ème</sup> dans le système NGF. Le Géomètre devra utiliser comme base de référence les données fournies par le maître d'ouvrage.

Les plans de récolement devront comporter les indications suivantes :

- la représentation en x, y, z des réseaux avec indication du nombre et du diamètre des fourreaux, canalisations, câbles, etc...
- la représentation (nature et implantation), le nivellement des voies, des sols, des espaces plantés.
- la représentation (nature et implantation) des ouvrages de maçonnerie, serrurerie et métallerie.
- la représentation des ouvrages d'éclairage public.
- la représentation du mobilier urbain.
- la représentation (nature et implantation en x, y et z) du réseau d'arrosage automatique.

#### 1.7.11 Conditions préalables à l'exécution des travaux

##### *1.7.11.1 Neutralisation des réseaux et consignation*

Avant tout commencement des travaux de déposes et de curage, l'entreprise devra la neutralisation des réseaux et coupures des différentes coupures et raccords provisoires et définitives de l'ensemble des réseaux existants en service :

- plomberie sanitaire,
- électricité,
- chauffage-ventilation.

L'objectif est de réaliser la neutralisation et/ou la mise en sécurité des équipements techniques existants avant tous travaux de déshabillage, de démolition, de création et de tous déplacements et dévoiements et autres interventions nécessitées pour la réalisation des travaux ouvrages décrits au présent CCTP, cela afin de permettre la réalisation de ceux-ci sans danger pour le personnel de l'entreprise et sans interrompre le fonctionnement des équipements à préserver dans l'immeuble.

##### *1.7.11.2 Réseaux des concessionnaires*

Sans objet

##### *1.7.11.3 Protection et mise en sécurité*

A l'avancement des travaux, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les protections collectives contre les risques de chute. Celles-ci seront positionnées en périphérie des trémies et au droit des allèges de quelques natures qu'elles soient dès lors que leur hauteur est inférieure à 1,00m et qu'un risque de chute existe.

Ces équipements seront solidement arrimés sur des éléments stables de la construction. Si par la nature des travaux à réaliser, les appuis étaient modifiés, l'entrepreneur devra la modification des protections.

## 1.8 PRESCRIPTIONS GENERALES DE PLÂTRERIE

### 1.8.1 Objet

Le présent CCTP a pour objet de décrire l'ensemble des prestations du corps d'état « Cloisons – Plâtrerie », liées à la réalisation des travaux de rénovation du restaurant du CROUS de l'hôpital Kremlin Bicêtre (94).

Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, l'entrepreneur doit prendre connaissance des plans, des lieux et des cahiers des charges des autres CE, notamment les dispositions communes à tous les CE, et tenir compte des exigences des clauses exposées dans les divers documents faisant l'objet du marché de travaux, ainsi que des contraintes de réalisation liées aux accès au site (horaires, contrôle d'accès, approvisionnements, site exploité).

### 1.8.2 Consistance des travaux

Les travaux à exécuter au titre du présent CE concernent la fourniture et la mise en œuvre des cloisons légères, des doublages et de tout autre ouvrage lié à ces travaux.

Seront notamment comprises pour les travaux de cloisons légères, les sujétions suivantes :

- La réception des supports horizontaux et verticaux et leur dépoussiérage s'il y a lieu,
- L'implantation et le traçage des cloisons y compris positionnement des baies libres et des blocs portes,
- La fourniture et la pose des cloisons de distribution y compris tous les accessoires nécessaires,
- La mise en place des huisseries fournies par le menuisier,
- La mise en place des trappes de visites fournies par le menuisier,
- Les calfeutrements en finition autour des divers redressements,
- Les sujétions pour toutes les finitions,
- Les réservations de passages et fourreaux nécessaires aux autres corps d'état remis en temps utile au présent chapitre,
- Le nettoyage, l'enlèvement des déchets et gravois du présent corps d'état, ainsi que leur transfert en décharge,
- La fourniture, le déplacement, le transport des matériaux et matériels, les échafaudages et plateformes de travail nécessaires.
- La fourniture à l'entreprise de gros œuvre de toutes les pièces métalliques à incorporer dans ses ouvrages,
- La fourniture et la mise en œuvre des rails, supports principaux et secondaires, suspentes réglables, etc.,
- Les renforts en cloison/doublage suivant contraintes d'accrochages du mobilier,
- Les profils et habillages en arêtes et cueillies
- Les échantillons et surfaces témoins à toute demande de l'architecte pour l'ensemble des matériaux et produits mis en œuvre

### 1.8.3 Essais envisagés :

NF S 31-003 : Mesure de l'absorption acoustique en salle réverbérant,

NF S 31-010 : Mesure du bruit dans une zone habitée en vue de l'évaluation de la gêne de la population.

### 1.8.4 Prestations exclues du présent CE :

Les traits de niveaux : l'entrepreneur du présent CE doit vérifier l'implantation,

Les maçonneries et structures,

Les cloisons lourdes en maçonnerie,

Les revêtements de finition,

Les isolants en sous face de planchers,

#### 1.8.5 Caractère forfaitaire du prix

Le prix global comprend implicitement toutes les fournitures et façons accessoires même non mentionnées mais nécessaires au parfait achèvement des ouvrages conformément au DTU.

L'entrepreneur devra prévoir tous les travaux indispensables dans l'ordre général et, par analogie, étant entendu qu'il doit assurer le complet et le parfait achèvement des travaux prévus au marché et, ce, sans qu'il puisse prétendre à majoration du prix global forfaitaire pour raison d'omission aux plans ou au devis, l'entrepreneur s'étant rendu compte des travaux à effectuer et de leur importance et nature, et ayant suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les plans ou le devis.

Toutes les dispositions précisées au présent document et sur les plans devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux que les dispositions d'ensemble et d'architecture des dessins.

Aucun supplément de prix ne sera payé pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de modification au programme, qui serait notifiée par un ordre de service spécial.

#### 1.8.6 Reconnaissance des lieux

L'entrepreneur est considéré comme s'étant rendu sur place avant la remise de son offre et avoir examiné les lieux avec attention, afin d'avoir une parfaite connaissance de l'opération, du terrain, de ses abords et des contraintes afférentes.

L'entrepreneur doit, en particulier, vérifier toutes les données sur place (cotes en plan, cotes d'altitude, réseaux existants, etc.) et sera tenu pour responsable des manques de concordance qu'il n'aura pas signalés en temps utile.

#### 1.8.7 Documents à fournir par l'entreprise

##### 1.8.7.1 *Au début du chantier :*

- Les fiches techniques de produits employés,
- Les plans de repérage de ces ouvrages avec nomenclature, détails des liaisons et désolidarisation,
- L'entreprise adjudicataire devra indiquer au maître d'œuvre, le lieu de provenance de ses matériaux et le nom de ses fournisseurs, avec les références et les garanties d'emploi données par ces derniers,
- Les fiches de déclaration environnementales et sanitaires.
- Les échantillons et surfaces témoins à toute demande de l'architecte pour l'ensemble des matériaux et produits mis en œuvre

##### 1.8.7.2 *En fin de chantier :*

L'entrepreneur remettra au maître d'œuvre les fiches techniques et les P.V. de réaction au feu des produits mis en œuvre,

Dans le but d'obtenir le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E. et DIUO) l'entrepreneur remettra les documents prévus au C.C.A.P.

#### 1.8.8 Documents de référence

Tous les ouvrages, tant en ce qui concerne leurs composants, que leur mise en œuvre, sont choisis afin de satisfaire aux directives des documents officiels en vigueur s'y rapportant. La liste des normes homologuées ou applicables en France en vertu d'accords internationaux, citée dans le présent document, n'est pas exhaustive. L'entreprise devra exécuter les travaux objet du présent CE en application des normes et directives en vigueur pour son corps d'état :

- NF P 71-201 (D.T.U. 25.1) – Enduits intérieurs en plâtre,
- NF P 72-202 (D.T.U. 25.31) – Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit en plâtre,
- NF P 72-203 (D.T.U. 25.41) – Ouvrages en plaques de parement en plâtre (plaques à faces cartonnées),
- NF P 72-204 (D.T.U. 25.42) – Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre isolant,
- NF P 72-301 – Carreaux de plâtre à parement lisse,
- NF P 72-201 (D.T.U. 25.222) – Plafonds fixés. Plaques de plâtre à enduire. Plaques de plâtre à parement lisse,
- NF P 68-201 (D.T.U. 25.232) – Plafonds suspendus. Plaques de plâtre à enduire. Plaques de plâtre à parement lisse directement suspendues,
- NF P 68-203 (D.T.U. 58.1) – Travaux de mise en œuvre – Plafonds suspendus,
- Les normes de la série NF B 12, relatives aux plâtres,
- NF P 72-302 – Plaques de parement en plâtre, définitions, spécifications, essais,
- Les avis techniques particuliers aux matériaux,
- Les conditions générales d'emploi et de mise en œuvre des complexes et sandwichs d'isolation thermique intérieure, plaques de plâtre isolant faisant l'objet d'un avis technique (mars 1980),
- L'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection des bâtiments d'habitation contre les risques d'incendie,
- Réglementation R.T. 2012,
- Nouvelle Réglementation Acoustique.

Les marques commerciales et les types des appareils ou matériaux explicitement notifiés dans le C.C.T.P. constituent la référence de base de la qualité minimale exigée.

L'entrepreneur adjudicataire aura la faculté pendant la période de préparation prévue au marché de proposer, par écrit, au maître d'ouvrage avec l'accord et par l'intermédiaire du maître d'œuvre, un matériau ou matériel dit « équivalent ».

#### 1.8.9 Bases de calcul et dispositions de montage

##### 1.8.9.1 Critères d'exigence au feu

La suspente et la fixation des plafonds suspendus doivent être en matériaux de catégorie M0 et ne pas supporter de contrainte supérieure à 20 N/mm<sup>2</sup> à froid.

Si les faux plafonds sont en matériaux combustibles, toutes précautions doivent être prises pour éviter un échauffement anormal de ces matériaux. En particulier, si une ventilation artificielle de l'intervalle est nécessaire, son arrêt doit entraîner celui de tous les appareils susceptibles de provoquer cet échauffement.

Avant toute mise en œuvre, l'entrepreneur est tenu de fournir les procès-verbaux officiels d'essais de réaction au feu et de tenue au feu, et d'obtenir l'accord écrit du bureau de contrôle.

##### 1.8.9.2 Performances thermiques

Les doublages devront justifier d'un certificat de qualification ACERMI.



#### 1.8.9.3 *Acoustique*

L'isolation acoustique sera conforme à la N.R.A. partie applicable aux ERP

#### 1.8.9.4 *Classement des locaux*

Le classement des locaux en fonction de l'exposition à l'humidité des parois sera conforme aux D.T.U. 25.41 et 25.42.

Cinq classes sont ainsi définies :

EA locaux secs ou faiblement humides,

EB locaux moyennement humides,

EB+ locaux privatifs : locaux humides à usage privatif,

EB+ locaux collectifs : locaux humides à usage collectif,

EC locaux très humides en ambiance non agressive.

#### 1.8.9.5 *Réception des supports*

L'entreprise du présent CE devra réceptionner les supports lui servant à la réalisation de ses travaux. La réception se déroulera en présence du maître d'œuvre et des entreprises ayant réalisé les supports.

Les supports horizontaux et verticaux sont livrés et nettoyés par l'entrepreneur du CE gros oeuvre mais l'entrepreneur du présent CE doit parfaire ce nettoyage avant d'entreprendre ses travaux.

Les tolérances de planimétrie des supports fournis par le CE gros oeuvre sont définies dans les D.T.U. concernés.

#### 1.8.9.6 *Implantation et traçage des cloisons*

Au titre du présent CE, toutes les cloisons figurant aux plans seront positionnées et tracées y compris positionnement des baies libres et des blocs portes. En cas de difficulté ou d'erreur, il sera fait appel au maître d'œuvre pour régler les problèmes d'implantation.

L'entreprise devra lui faire approuver le tracé d'implantation des cloisons avant la pose définitive.

#### 1.8.9.7 *Mise en œuvre des cloisons*

##### 1.8.9.7.1 Dispositions courantes

La pose sera effectuée selon la méthode dite "à l'avancement", compte tenu des profils métalliques d' huisseries de portes fournis par le CE Menuiserie intérieure.

Les rives basses des plaques seront arasées à 10mm du sol fini, pour tous les locaux de classe d'exposition EA ou EB, avec joint mastic.

Les points de fixation par vissage devront être situés au moins à 10mm de tous les bords de la plaque et espacés d'au plus 30 cm.

Les jonctions avec huisseries de portes seront traitées avec montants renforcés sur toute hauteur et intervalles limités à 400 mm (intervalles courants : 600 mm).

Tous les joints des deux couches de plâtre des deux parements seront alternés pour le soin acoustique, y compris les raccords des impostes de portes avec montants doublés.

La finition préparatoire des différents joints de plaques (raccords en ligne entre plaques, joints d'angles rentrants et saillants, etc.) avec les matériaux complémentaires du procédé employé sera réalisée comme suit : enduit spécial et bandes d'armatures mis en œuvre suivant prescriptions du fabricant.

Les impératifs de finition seront les suivants :

- Les bords amincis seront réalisés par collage et serrage d'une bande, son recouvrement et sa dissimulation, ainsi que la finition par lissage du joint par deux couches successives d'enduit,
- Les angles rentrants seront traités comme les bords amincis, mais en pliant la bande au préalable,
- Le traitement des angles sortants sera effectué comme les bords amincis, mais il sera utilisé un profilé aluminium
- Les bords francs seront traités comme les bords amincis, mais la couche de finition devra être plus large,
- La dissimulation totale des têtes de vis type cruciforme, sera effectuée uniquement en deux passes successives et croisées,

Le présent CE devra prévoir la mise en œuvre de pièces spéciales de renforts pour supporter des éléments du mobilier selon détails et plans architecte.

#### 1.8.9.7.2 Dispositions particulières en partie basse :

- Cloisons entre locaux EA : la semelle est posée directement sur le sol,
- Cloisons entre locaux EA et EB ou entre locaux EB : la semelle est protégée par un profilé plastique,
- Cloisons entre locaux EA et EB : la protection en pied de cloison est assurée par une couche et une bande d'étanchéité au sol et dans les angles sur une hauteur de 30 cm environ. Il sera appliqué une sous-couche étanche dans les pièces recevant un revêtement scellé, conformément au C.P.T. 3265,

#### 1.8.9.7.3 Pose des huisseries métalliques.

Les huisseries seront fournies à pied d'œuvre par le corps d'état en charge de la menuiserie bois, avec toutes les pièces nécessaires à la fixation dans les cloisons, fourrures, pattes, barres d'écartement, etc.,

Après traçage, mise en place des huisseries à incorporer dans les cloisons et, en particulier, incorporation dans les cloisons de cadres en bois pour fixation des huisseries, y compris toutes sujétions, notamment un contrôle de verticalité après exécution des cloisons. Toutes les huisseries ne permettant pas un fonctionnement normal des ouvrants seront déposées et reprises, ceci sans aucun supplément de prix.

#### 1.8.9.7.4 Raidisseurs

Dans le cadre des cloisons à plaques de parement de plâtre, l'ossature sera prévue en acier galvanisé mise en œuvre suivant instructions du fabricant et du D.T.U.

#### 1.8.9.7.5 Bandes résilientes

En tête des cloisons, il sera dû la fourniture et la mise en œuvre d'une bande résiliente de marque connue (PHALTEX ou similaire) à l'agrément du maître d'œuvre, et indications du D.T.U. 25.31 à ce sujet.

#### 1.8.9.7.6 Pose des trappes de visites

Les trappes de visites avec bâtis bois pré-perçés et fraisés seront fournis par l'entrepreneur du CE Menuiserie intérieure qui devra également leur approvisionnement sur chantier.

La distribution dans les étages, le réglage et la pose sont à la charge de l'entrepreneur du présent CE qui devra également la fourniture de la visserie.

#### 1.8.9.8 *Passage réseaux électriques et fluides*

L'entrepreneur tiendra compte de la sujétion causée par le passage des réseaux divers et s'entendra avec les lots techniques pour repérer les points de descentes des fileries après finition de ses travaux.

L'appareillage électrique et les canalisations extérieures aux salles d'eau mais encastrés dans les cloisons contiguës aux volumes de sécurité (suivant NF C 15-100) seront enrobés de 5 cm coté salles d'eau.

#### 1.8.9.9 *Acoustique*

La mise en œuvre sera conforme à la notice acoustique

##### Règles particulières de mise en œuvre des doublages

Le titulaire du corps d'état cloisons / doublage prendra connaissance :

- De la nature et de l'épaisseur minimale des doublages définis afin de respecter les niveaux d'isolation acoustique requis,
- De la nature et de l'épaisseur minimale des doublages définis dans l'étude thermique,
- De la nature et de l'épaisseur minimale des doublages définis dans la notice acoustique.

La mise en œuvre sera conforme aux prescriptions du fabricant (pose collée) et à l'avis technique du C.S.T.B. pour ce qui concerne le stockage, la pose et la finition.

## 1.9 PRESCRIPTIONS GENERALES DE PLAFONDS

#### 1.9.1 Objet

Le présent CCTP a pour objet de décrire l'ensemble des prestations du corps d'état « Installations – Curage – Gros œuvre », liées à la réalisation des travaux de rénovation du restaurant du CROUS de l'hôpital Kremlin Bicêtre (94).

Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, l'entrepreneur doit prendre connaissance des plans, des lieux et des cahiers des charges des autres CE, notamment les dispositions communes à tous les CE, et tenir compte des exigences des clauses exposées dans les divers documents faisant l'objet du marché de travaux, ainsi que des contraintes de réalisation liées aux accès au site (horaires, contrôle d'accès, approvisionnements, site exploité).

#### 1.9.2 Consistance des travaux

Les travaux à exécuter au titre du présent CE concernent la réalisation des installations de chantier et moyens mis en commun tous lots, le curage des existants et les divers travaux de gros-œuvre.

#### 1.9.3 Prestations exclues du présent ce :

Tous travaux explicitement détaillés dans les CCTP des autres CE.

#### 1.9.4 Caractère forfaitaire du prix

Le prix global comprend implicitement toutes les fournitures et façons accessoires même non mentionnées mais nécessaires au parfait achèvement des ouvrages conformément au DTU.

L'entrepreneur devra prévoir tous les travaux indispensables dans l'ordre général et, par analogie, étant entendu qu'il doit assurer le complet et le parfait achèvement des travaux prévus au marché et, ce, sans qu'il puisse prétendre à majoration du prix global forfaitaire pour raison d'omission aux plans ou au devis, l'entrepreneur s'étant rendu compte des travaux à effectuer et de leur importance et nature, et ayant suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les plans ou le devis.

Toutes les dispositions précisées au présent document et sur les plans devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux que les dispositions d'ensemble et d'architecture des dessins.

Aucun supplément de prix ne sera payé pour quelque cause que ce soit, sauf en cas de modification au programme, qui serait notifiée par un ordre de service spécial.

#### 1.9.5 Reconnaissance des lieux

L'entrepreneur est considéré comme s'étant rendu sur place avant la remise de son offre et avoir examiné les lieux avec attention, afin d'avoir une parfaite connaissance de l'opération, du terrain, de ses abords et des contraintes afférentes.

L'entrepreneur doit, en particulier, vérifier toutes les données sur place (cotes en plan, cotes d'altitude, réseaux existants, etc.) et sera tenu pour responsable des manques de concordance qu'il n'aura pas signalés en temps utile.

#### 1.9.6 Documents à fournir par l'entreprise

##### 1.9.6.1 *Au début du chantier :*

- Le projet de panneau de chantier
- Les procédures d'accès des véhicules
- Les plans d'installations de chantier, de circulation des matières, des personnes, des déchets,
- Les plans de repérage des ouvrages de gros œuvre à réaliser,
- L'entreprise adjudicataire devra indiquer au maître d'œuvre, le lieu de provenance de ses matériaux et le nom de ses fournisseurs, avec les références et les garanties d'emploi données par ces derniers,
- Les fiches de déclaration environnementales et sanitaires,
- Les cahiers de méthodologie de ses travaux

##### 1.9.6.2 *En fin de chantier :*

L'entrepreneur remettra au maître d'œuvre

- Les fiches techniques et les P.V. de réaction au feu des produits mis en œuvre, compris ouvrages provisoires (bâches de protection, etc)

- Les bons de dépôt des circuits déchets

Dans le but d'obtenir le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E. et DIUO) l'entrepreneur remettra les documents prévus au C.C.A.P.

#### 1.9.7 Documents de référence

Les travaux seront exécutés conformément aux normes, lois, règlements, décrets et arrêtés en vigueur à la date du marché et notamment, sans que cette liste soit limitative :

- Les documents REEF comprenant l'ensemble des normes françaises et européennes homologuées, élaborées et diffusées sous l'égide de l'AFNOR (Association Française de Normalisation). Elles définissent les produits et éléments d'ouvrages, les caractéristiques auxquelles ils doivent répondre, ainsi que les méthodes d'essais,
- Les directives communes pour l'agrément des différents procédés de fabrication et de mise en oeuvre de l'U.E.A.T.C. (Union Européenne pour l'Agrément des Travaux de Construction).
- La réglementation Sécurité Incendie
- Le code du travail
- Le code de la « Santé Publique »
- Les spécifications Environnementales de la ville
- Les textes de loi relatifs aux nuisances sonores, dont notamment :
  - La loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 (codifiée aux articles L.571.1 à L.571.26 du code de l'environnement), dite loi "Royal" ou loi "bruit",
  - La directive 2002/49/CE sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement, transposée aux articles L et R 572-1 à 11 du code de l'environnement.
  - Directive européenne n° 95/27/CE du 29 juin 1995, JOCE n° L 168 du 18 juillet 1995 relative à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les engins de terrassement applicable au 30 décembre 1996.
  - Directive 2000/14/CE du Parlement Européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
  - Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
  - Les arrêtés préfectoraux,
- Les Recommandations de la CRAM (Note technique CRAMAM n° 18/1987) relative à l'utilisation des échafaudages fixes : "Prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles", l'OPPBTP, de l'INRS,
- Recommandations de la C.N.A.M. concernant la prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied.
- Les règles APSAIRD,
- Règlement des transports des matières dangereuses
- Règlement sanitaire départemental.
- Réglementation environnementale

Ainsi que :

- Les règles ou recommandations professionnelles, notamment les règles professionnelles de préparation des supports
- Règles de calculs de dimensionnement des ouvrages en fonction des conditions d'exploitation,
- Cahiers des charges, notices techniques éditées par les fabricants
- Les avis techniques du C.S.T.B., pour les procédés de construction et ouvrages et matériaux non traditionnels.

#### **Terrassements**

- D.T.U. 11 : Reconnaissance des sols
- D.T.U. 12 : Travaux de terrassement pour le bâtiment

#### **Fondations**

- DTU 13.11 : Fondations superficielles.

#### **Maçonneries**

- D.T.U. 20.1 : Parois et murs en maçonnerie de petits éléments

#### **Béton armé**

- D.T.U. 21 : Exécution des travaux en béton

#### **Enduits, chapes**

- D.T.U. 26.1 : Enduits aux mortiers de liants hydrauliques
- D.T.U. 26.2 : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

#### **Travaux de curage**

Réglementation relative à l'hygiène et la sécurité

- Code du travail : Livre II – Titre III.
- Loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 (modifiée) relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Décret du 19 août 1977 sur les déchets générateurs de nuisances
- Arrêté du 4 juillet 1985 suivi des déchets
- Loi n°88.1261 du 30 décembre 1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Circulaire du 28 décembre 1990 et arrêtés préfectoraux sur études déchets
- Loi n°92.646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Les dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie-civil issues de la loi 93.1418 du 3 décembre 1993 portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes 92-57 du 24 juin 1994.
- Décret du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages industriels
- Loi n°95.101 du 2 février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Circulaire du 15 Février 2000 relative à la planification des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics
- Arrêté du 18 décembre 1992 relatif aux décharges de Classe 1
- Décret n°98.679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route
- La recommandation concernant les mesures de prévention dans les travaux de démolition de bâtiments par procédés mécaniques ou à la main, éditée par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés.
- Protection contre les poussières, en prenant toutes précautions et en appliquant tout moyen technique nécessaire pour éviter la propagation des poussières dans les rues et les propriétés riveraines.
- Tous les textes réglementaires concernant notamment les précautions à prendre pour l'utilisation de chalumeau, ainsi que pour prévenir tout risque d'incendie.

Réglementation relative au bruit

- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit (modifiée par la loi n°92-1476 du 31 décembre 1992 et la loi n° 95-101 du 2 février 1995).
- Loi n°95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le Décret du code de la santé publique.
- Arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage.
- Circulaire du 27 février 1996 relative à la lutte contre les bruits de voisinage.

- Arrêté du 11 avril 1972 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par le ou les moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantier.
- Circulaire du 16 mars 1978 relative aux bruits émis par les engins de chantier.
- Arrêté du 3 juillet 1979 fixant le code général de mesure relatif au bruit aérien émis par les matériels et engins de chantier.
- Arrêtés du 2 janvier 1986 relatif à la limitation des bruits aériens émis par les matériels et engins de chantier.
- Circulaire du 16 mai 1986 relative aux bruits émis par les engins de chantier.
- Arrêté du 18 septembre 1987 relatif à la limitation des émissions sonores des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses pelleuses.
- Décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et relatives aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.
- Directive européenne n° 95/27/CE du 29 juin 1995, JOCE n° L 168 du 18 juillet 1995 relative à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les engins de terrassement applicable au 30 décembre 1996.
- Directive 2000/14/CE du Parlement Européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
- Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

#### 1.9.8 Documents fournis par l'entrepreneur

##### 1.9.8.1 *Contenu du dossier d'exécution*

L'Entrepreneur doit établir le dossier d'exécution, qui comprend les documents suivants :

- Les notes de méthodologie,
- Les notes de calculs,
- Les plans des ouvrages structuraux et des éléments non porteurs,
- Les fiches techniques des matériaux et agrément,
- Les échantillons représentatifs si nécessaires,
- Tout document nécessaire à la parfaite description des ouvrages réalisés.
  - Les documents du dossier d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution. Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Œuvre, pour approbation, la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents. Ce calendrier est compatible avec le calendrier d'exécution, et tient compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

##### 1.9.8.2 *Etudes d'exécution*

L'Entrepreneur aura à sa charge la réalisation des études d'exécution et devra dresser lui-même tous les plans d'exécution, de détail, d'atelier et de chantier nécessaire à la parfaite définition et exécution des ouvrages.

##### 1.9.8.3 *Plans d'exécution*

Les plans d'exécution doivent définir à eux seuls complètement les formes et la constitution des ouvrages, de toutes leurs pièces et leurs assemblages en cohérence avec le tracé géométrique, la note de calculs et les procédures de fabrication et de montage. Ils comprennent les plans de repérage, les plans d'implantation et les plans de détails, chacun d'eux étant établi à une échelle appropriée.

Les plans d'exécution sont établis à partir du dossier et des indications fournis par la Maîtrise d'Œuvre. Ces plans sont exécutés conformément aux règles de l'art, et comprennent notamment les indications suivantes :

- La nomenclature et le repérage complets des éléments représentés ;
- Les surcharges admissibles sur les divers éléments ou zones ;
- Toutes les sujétions de raccordement à l'interface avec d'autres corps d'état ;

#### 1.9.8.4 *Visa du dossier d'exécution*

Les documents d'exécution seront soumis au visa de la maîtrise d'œuvre et du contrôleur technique avant le début de toute réalisation, accompagnés de toutes les notes de calculs justificatives.

### 1.9.9 Matériaux

#### 1.9.9.1 *Provenance*

Les matériaux de toute nature seront choisis parmi les meilleurs, en provenance exclusive des fournisseurs et usines agréés par le maître d'œuvre (l'entrepreneur sera tenu de justifier de leur provenance au moyen de lettres de voiture signées par le responsable de la carrière ou de l'usine, ou à défaut par un certificat d'origine et tout autre document authentique).

Si au cours des travaux, l'origine des matériaux venait à être modifiée, l'Entrepreneur serait tenu d'en informer le Maître d'œuvre, et de soumettre une série d'échantillons et fiches techniques pour validation. Cette validation devra être faite dans un délai de 10 jours avant toute utilisation de ces nouveaux matériaux ou produits.

Les formulations précises et performances des produits proposés par l'Entreprise, seront clairement indiquées au Maître d'œuvre et seront soumises à son approbation.

Les installations d'extraction de granulats pour mortiers et béton, de même que les centrales de production de béton de liant hydraulique ou hydrocarbonés, seront équipées d'un laboratoire d'analyse et de contrôle de la production.

Les matériaux d'extraction ou de production d'usine devront présenter les mêmes caractéristiques pour l'ensemble de l'opération quelle que soit la durée de réalisation des ouvrages.

#### 1.9.9.2 *Stockage*

Le stockage des matériaux et éléments devra se faire en des lieux et dans des conditions acceptées par le maître d'œuvre, concertée avec les responsables du site (CHU)

La nécessité d'éviter toute conséquence résultant d'un stockage non conforme ou non approprié peut amener le maître d'œuvre à refuser la mise en œuvre desdits matériaux ou éléments. La conséquence d'un tel refus serait à la charge de l'entrepreneur.

Aires de stockages extérieurs à proximité de la base vie

### 1.9.10 Enlèvement et tri des déchets et gravois

Les gravois de déblais non réutilisés, ainsi que tous les autres matériaux et matériels déposés seront à évacuer et à trier au fur et à mesure de l'avancement par tous moyens.

Les déchets doivent être collectés et triés de manière sélective sur le chantier, selon les opportunités locales de collecte et de valorisation. En fonction des contraintes du site (emprise des bennes), le tri pourra se faire sur une plateforme extérieure, en centre spécialisé, à condition



que la performance du tri et de valorisation soit satisfaisante. Dans les deux cas, il est obligatoire de trier les déchets dangereux.

L'entrepreneur fera son affaire des autorisations, droits éventuels, etc. qui seront à sa charge.

#### 1.9.11 Nettoyages

L'entreprise devra maintenir dans un état irréprochable les lieux qu'elle emprunte et les zones de travaux. Le nettoyage sera journalier y compris l'évacuation des déchets, bidons et emballages produits par les travaux.

En complément du nettoyage journalier effectué par chacun, l'entreprise du présent lot devra une fois par semaine un nettoyage général de toutes les zones de chantier.

En cas d'états de propreté jugée insuffisante par la MOE/MOA, celle-ci pourra demander tout nettoyage complémentaire, exécutés au frais de l'entreprise. Le non-respect de propreté pourra entraîner des pénalités.

#### 1.9.12 Essais – échantillons – prototypes

##### 1.9.12.1 Essais

Tous les frais d'essais et de contrôle des matériaux sont entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Tous les essais seront exécutés suivant les processus opératoires du Laboratoire Central des Ponts et Chaussées et les normes AFNOR en vigueur.

Tout lot rebuté devra être enlevé par l'entrepreneur dans les délais fixés par Ordre de Service.

##### Essais d'agrément

Avant tout commencement d'exécution, il est procédé à des essais d'agrément ayant pour objet de permettre au maître d'œuvre de s'assurer que les matériaux dont l'utilisation est envisagée par l'entrepreneur, satisferont aux conditions du présent CCTP

##### Essais d'études

En vue du contrôle des approvisionnements des matériaux au fur et à mesure de l'arrivée sur les aires de stockage ou sur le chantier de la fabrication des matériaux, un laboratoire agréé par le maître d'ouvrage procèdera aux essais suivants :

- Analyse granulométrique par tamisage
- Limites d'Atterberg - Equivalent de sable
- Essais Proctor Normal et Modifié
- Mesure de la teneur en eau

##### Essais de contrôle

Les essais géotechniques nécessaires aux contrôles des terrassements seront effectués par un Laboratoire spécialisé, agréé par le Maître d'Œuvre et aux frais de l'entrepreneur.

a) Fond de forme en déblai => 1 Proctor modifié pour 500 m<sup>2</sup> et 1 densité en place pour 500 m<sup>2</sup>

b) Fond de forme en remblai (Essais couche par couche) => 1 Proctor modifié pour 100 m<sup>3</sup> et 1 densité en place pour 100 m<sup>3</sup>

##### Essais de conformité

Les résultats d'essais doivent être soumis au maître d'œuvre avant tout début d'approvisionnement total et tout commencement de travaux. Le délai imparti pour examiner chacun des documents est de dix (10) jours calendaires.

Les essais de conformité des ouvrages sont obligatoirement réalisés par un laboratoire agréé du maître d'œuvre.

#### 1.9.12.2 *Echantillons et prototypes*

L'entrepreneur fournira au démarrage du chantier des échantillons des produits qu'il compte mettre en œuvre. D'une manière générale tous les produits matériaux et matériels devront recevoir l'approbation du maître d'œuvre. Des fiches techniques et tous documents nécessaires décrivant chacun des éléments seront remis à cet effet au maître d'œuvre.

#### 1.9.13 Obligation de resultat

Les pièces écrites et graphiques du dossier visent avant tout à définir des performances et des niveaux de qualité. Elles constituent pour l'entreprise une obligation de résultat. L'entrepreneur titulaire du présent marché ne pourra donc invoquer aucune omission ou erreur dans les présentes pièces écrites ou graphiques du dossier pour livrer des ouvrages incomplets ou impropres à leur destination.

#### 1.9.14 Prise en charge du chantier

Les surfaces ou volumes seront pris en l'état le jour de l'ouverture du chantier, y compris les équipements intérieurs pouvant subsister qui devront être évacués par l'entreprise, laquelle devra tenir compte, dans son prix, de la récupération de pièces lourdes et encombrantes éventuellement présentes, faite aux frais et risques de l'Entreprise.

Etat existant : l'entreprise aura à sa charge de vérifier la possibilité d'utiliser ses matériels (engins de démolition, moyens de manutention) dans l'immeuble au regard des capacités de la structure du bâtiment.

Protection des ouvrages conservés : le titulaire du présent marché est responsable des désordres qui pourraient subvenir aux ouvrages existants du fait de ses travaux. Tout ouvrage détérioré par manque de protection devra être remplacé ou refait à sa charge.

Moyens mis en œuvre : l'entreprise devra joindre à l'appui de son offre, la liste de son matériel en précisant celui qu'elle compte utiliser pour mener à bien le curage et le traitement des déchets dans le cadre des délais impartis.

#### 1.9.15 Constat - réception des travaux

Les procédures de constat de fin de travaux, de gestion des réserves, de réception et de garantie sont conformes au CCAG. Elles sont ci-dessous synthétisées :

Fin des travaux = établissement d'un procès-verbal indiquant :

- les ouvrages exécutés
- les ouvrages prévus non exécutés,
- les réserves liées aux ouvrages
- le délai attribué pour remédier aux points précédents

La date retenue comme fin d'exécution des travaux correspond à la prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage.

Préalablement à la réception, l'Entrepreneur devra faire effectuer sous sa responsabilité et à ses frais les essais et vérifications nécessaires.

Les plans de récolement seront établis à l'échelle 1/100<sup>ème</sup> dans le système NGF. Le Géomètre devra utiliser comme base de référence les données fournies par le maître d'ouvrage.

Les plans de récolement devront comporter les indications suivantes :

- la représentation en x, y, z des réseaux avec indication du nombre et du diamètre des fourreaux, canalisations, câbles, etc...
- la représentation (nature et implantation), le nivellement des voies, des sols, des espaces plantés.
- la représentation (nature et implantation) des ouvrages de maçonnerie, serrurerie et métallerie.
- la représentation des ouvrages d'éclairage public.
- la représentation du mobilier urbain.
- la représentation (nature et implantation en x, y et z) du réseau d'arrosage automatique.

#### 1.9.16 Conditions préalables à l'exécution des travaux

##### 1.9.16.1 *Neutralisation des réseaux et consignation*

Avant tout commencement des travaux de déposes et de curage, l'entreprise devra la neutralisation des réseaux et coupures des différentes coupures et raccords provisoires et définitives de l'ensemble des réseaux existants en service :

- plomberie sanitaire,
- électricité,
- chauffage-ventilation.

L'objectif est de réaliser la neutralisation et/ou la mise en sécurité des équipements techniques existants avant tous travaux de déshabillage, de démolition, de création et de tous déplacements et dévoiements et autres interventions nécessitées pour la réalisation des travaux ouvrages décrits au présent CCTP, cela afin de permettre la réalisation de ceux-ci sans danger pour le personnel de l'entreprise et sans interrompre le fonctionnement des équipements à préserver dans l'immeuble.

##### 1.9.16.2 *Reseaux des concessionnaires*

Sans objet

##### 1.9.16.3 *Protection et mise en sécurité*

A l'avancement des travaux, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les protections collectives contre les risques de chute. Celles-ci seront positionnées en périphérie des trémies et au droit des allèges de quelques natures qu'elles soient dès lors que leur hauteur est inférieure à 1,00m et qu'un risque de chute existe.

Ces équipements seront solidement arrimés sur des éléments stables de la construction. Si par la nature des travaux à réaliser, les appuis étaient modifiés, l'entrepreneur devra la modification des protections.

## 2 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER

---

### 2.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Dès l'acceptation du plan d'installation de chantier, l'Entrepreneur procédera à la mise en place des clôtures de chantier Mise en place d'une palissade de chantier type « Ville de Paris » de 2 m de haut minimum, en ceinture de l'emprise du chantier. L'entreprise devra prendre en charge les obtentions des autorisations légales des administrations de la ville et concessionnaires concernés.

Localisation : zone extérieure de trottoir sur le côté du bâtiment

#### 2.1.1 Signalisation et affichages

Le présent lot aura à sa charge la signalétique et les affichages de chantier comprenant :

- Panneau de chantier comprenant les données d'autorisation administratives, les coordonnées de chaque acteur du chantier.
- Toute la signalétique réglementaire de chantier

Localisation : en clôture et sur rue

#### 2.1.2 Détection incendie du site

Une détection incendie existe sur le site. Les travaux induiront la désactivation des boucles de détection dans les zones en chantier, ainsi que leur remise en service à l'issue des travaux.

L'entrepreneur du présent lot établira les plans et demandes auprès du service de sécurité du site pour ces consignations, ainsi que toute démarche, visite des locaux avec ce service.

#### 2.1.3 Protection des ouvrages existants

A l'arrivée sur site, des protections seront à mettre en place sur tous les ouvrages en rive de chantier. Les moyens seront adaptés à la fragilité. Par exemple panneaux de bois dans les fenêtres, bâches polyane pour bloquer la propagation de la poussière en limite du hall existant, sur les portes des escaliers et issues de secours, etc

##### 2.1.3.1 *Fermetures provisoires des baies*

L'entrepreneur devra la mise en place de fermetures provisoires au droit des accès au bâtiment existants afin de limiter les intrusions et les actes de vandalisme à l'intérieur des bâtiments. Ces fermetures seront réalisées en panneaux de contreplaqué solidement fixés sur une ossature en bois non démontable depuis l'extérieur.

Des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » seront apposés sur ces fermetures

##### 2.1.3.2 *Protection contre la poussière, l'eau*

L'entrepreneur assurera la non-diffusion des poussières dans l'immeuble et vers l'extérieur. Pour cela, il déploiera des bâches polyane solidement fixées devant toutes les issues sortant de la zone chantier

#### 2.1.3.3 *Contrôle des circuits chantier/public*

L'entrepreneur établit les plans nécessaires pour communiquer au public les accès interdits. Il s'agit de plans de zone en couleur format A3 plastifiés et agrafés/fixés au pourtour de la zone chantier. Ces plans sont concertés avec le CHU

#### 2.1.4 Palissades de chantier et cloisonnement provisoire

L'entrepreneur aura à sa charge la mise en place de toutes les palissades de chantier notamment le cloisonnement provisoire permettant le phasage de l'opération. Le cloisonnement devra être totalement étanche afin d'assurer la non-diffusion des poussières entre la zone chantier et les zones occupées de la faculté de médecine.

Les palissades de chantier autour des bungalows extérieurs seront totalement occultant sur une hauteur de 2m.

#### 2.1.5 Base vie

La base vie sera composée de bungalows de chantier posés sur longrines dans la zone de trottoir allouée au chantier :

- Un bungalow sanitaires/vestiaires,
- Un bungalow bureaux/réunions. (en option)

L'entrepreneur prévoira de surcroit :

- un raccordement électrique, eau potable, eaux usées/eaux vannes
- un boîtier DJEEBOX + carte SIM pour apport d'internet haut-débit en WIFI dans le bureau
- les équipements mobiliers tables et chaises, armoires à vêtements, casques et bottes pour les entreprises et pour la maîtrise d'œuvre/maitrise d'ouvrage
- Machine à café, imprimante A3
- Panneau d'affichage des consignes de sécurité + armoire de stockage du registre journal

L'entrepreneur aura à sa charge la remise en état du terrain à la suite du repli des installations de chantier.

#### 2.1.6 Constat huissier

L'entrepreneur aura à sa charge la réalisation d'un constat d'huissier comprenant :

- La réalisation d'un état descriptif et photographique des lieux avant le démarrage des travaux afin de constituer une preuve de l'état initial des espaces existants : bâtiments, terrains, voies d'accès, etc... Ce constat devra comprendre tous les espaces adjacents à la zone de travaux ainsi que tous les cheminements d'accès qui seront utilisés par l'entrepreneur au cours du chantier. Il sera réalisé en présence de la maîtrise d'ouvrage ainsi que de la maîtrise d'œuvre.
- Un rapport de constat daté et signé à remettre à la maîtrise d'ouvrage ainsi que la maîtrise d'œuvre avant le démarrage des travaux.

### 3 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE CURAGE

---

#### 3.1 PREAMBULE

Les travaux de curage consistent en la démolition ou la dépose compris évacuation de tous les ouvrages existants exceptés les ouvrages structurels et exclusivement à l'intérieur des locaux du chantier.

Sauf spécifications contraires dans le présent descriptif, toutes les démolitions et déposes seront sans réemploi par le MOA. Tous les matériels et matériaux récupérables seront acquis à l'entrepreneur qui devra les évacuer hors du chantier au fur et à mesure.

Si en cours de curage des éléments se trouvaient à récupérer, le Maître d'ouvrage en ferait la demande écrite auprès de l'entrepreneur qui assurerait alors la dépose avec soin, le conditionnement et le stockage dans un lieu convenu, au prix convenu.

Les travaux seront exécutés par tous moyens appropriés en fonction des conditions du chantier et de son environnement avec toutes précautions prises pour ne causer aucun dommage aux ouvrages conservés.

Les méthodologies d'exécution seront étudiées par l'entrepreneur de façon à garantir la tenue sans dommage des éléments de structure conservés.

Tous éléments de finition empêchant l'exécution seront déposés par l'entreprise après accord de la maîtrise d'œuvre, évacués ou stockés en cas de réemploi. S'agissant des équipements techniques (réseaux et installations CVC, PLOMB, ELEC, ...), l'entreprise devra dans les plus courts délais avertir le Maître d'œuvre de la difficulté d'exécution liée à leur présence pour dépose par le corps d'état technique concerné.

Le mode de déconstruction sera par démantèlement et démontage éléments par éléments constitutifs des ouvrages. Les découpes préalables pour désolidarisation des éléments avec les structures seront soumises à l'accord du SPS, la maîtrise d'œuvre et bureau de contrôle par moyens approuvés.

Les déposes des ouvrages s'entendent y compris tous les équipements techniques, et tous les accessoires (huisseries, bâtis, trappes, etc...) associés à ces ouvrages.

A l'avancement des travaux de dépose, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les protections collectives contre les risques de chute.

Avant commencement des démolitions, l'entreprise devra le maintien en l'état de tous les éléments en plafond concourant au fonctionnement des étages sus-jacents par étaieage et tous confortements ainsi que la protection des ouvrages existants conservés.

#### 3.2 CURAGE DES OUVRAGES DE SECOND ŒUVRE ET D'AMÉNAGEMENTS INTERIEURS

Les travaux consistent à curer le bâtiment de tous les ouvrages de finitions et d'aménagements des locaux. Compris tous travaux accessoires nécessaires à l'exécution des travaux, descente, sortie et enlèvement hors du chantier de tous les matériaux et gravois.

Les ouvrages devant rester :

- Les tablettes des baies de façade.
- Les canalisations venant des niveaux supérieurs ou s'y rendant
- Les gaines conservées par le CE CVC
- Les alimentations des radiateurs existants

Par comparaison, suivant plans des existants et plans projet les travaux comprennent :

- Démolition/ouverture de murs maçonnés non porteurs
- Démolition/ouverture de cloisons toutes épaisseurs et natures confondues,
- Dépose de cloisonnettes séparatives et d'agencement,
- Dépose de cloisons amovibles compris barrières acoustiques,
- Dépose des faux-plafonds toutes natures confondues tous types, compris dépose des suspentes, ossatures primaires et secondaires, le cas échéant, et tous accessoires.
- Dépose des habillages des gaines techniques et soffites,
- Dépose et enlèvement des faïences sur les murs conservés compris colles
- Dépose et enlèvement des revêtements de sols durs compris étanchéité, chapes de pose, grattage de la colle,
- Dépose et enlèvement des sols souples, y compris grattage de la colle (hors ouvrages contenant de l'amiante).
- Dépose de blocs-portes intérieures non conservés dans le cadre du projet,
- Dépose de corniches et plages en plaques de plâtre,
- Dépose d'ouvrages menuisés ; plinthes, placards, agencements...
- Dépose d'ouvrages de métallerie ; gardes corps, mains courantes, grilles de ventilation, trappes métalliques intérieures et autres non conservés dans le projet
- Dépose de tentures/entoilages en totalité pour mise à nu des parois intérieures

### 3.2.1 Démolition de cloisons intérieures

Démolition et évacuation de toutes les cloisons intérieures non porteuses compris découpes soignées au droit des jonctions avec les murs et autres ouvrages conservés.

La prestation comprend également la dépose et l'évacuation des ouvrages annexes tels que huisseries, raidisseurs et autres ossatures, le cas échéant, toute découpe ou descellements d'éléments de structure s'il y a lieu, compris toutes autres sujétions éventuelles, sortie et enlèvement des gravois.

Les cloisons à démolir sont constituées de :

- Briques ou agglos jusqu'à 15cm d'épaisseur finie,
- Carreaux de plâtre,
- Cloisons sèches en éléments ou en plaques de plâtre sur ossature,
- Cloisons sèches en bois ou à ossature bois avec remplissage

#### **Localisation**

Plan de démolitions et par comparaison entre les plans « Etat existant » et « Etat futur »

### 3.2.2 Démolition d'ouvrages gaines techniques et soffites en plaques de plâtre

Curage des habillages de gaines techniques

#### **Localisation**

Toutes les gaines techniques

### 3.2.3 Démolition de plafonds suspendus

Démolition de plafonds démontables et non démontables de tous types confondus compris démontage des ossatures primaires et secondaires suspentes et ouvrages associés tels que profils de finition, jouées et toutes sujétions, sortie et enlèvement des gravois. Y compris poutres climatiques en plafonds.

### **Localisation**

Toutes zones, par comparaison entre les plans « Etat existant » et « Etat futur »

#### 3.2.4 Dépose de menuiseries intérieures

Dépose en démolition d'ouvrages, travaux effectués avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés compris tous travaux nécessaires tels que descellements, démontage de pattes de fixation et autres, tous coupements, dépose de couvre-joints et habillages, le cas échéant.

Tout ouvrage de menuiserie

### **Localisation**

Toutes zones

#### 3.2.5 Dépose de revêtements de sol

Dépose de revêtements de sols souples y compris ragréage, colle, profilés, joints de fractionnement, nez de marche, barres de seuils évacuation des gravats à la décharge publique et toutes suggestions permettant une parfaite préparation de support pour la pose du nouveau revêtement.

### **Localisation**

Dans les bureaux, salles restaurant annexe, zones d'accès au self et de cuisson actuelle.

#### 3.2.6 Dépose de tous fluides

L'entrepreneur assure la dépose de tous les réseaux principaux, finaux, terminaux de tous les fluides : appareils d'électricité, plomberie, ventilation (hors gaines CVC principales), etc.

La dépose des réseaux sera faite de son origine jusqu'à son terminal.

Il est rappelé que les travaux se déroulent en site occupé et qu'il sera nécessaire de tenir compte de ces contraintes notamment pour ne pas perturber le bon fonctionnement des équipements en usage.

### **Localisation**

Dans toutes les pièces du restaurant

#### 3.2.7 Dépose d'équipements

Dépose et évacuation des équipements de cuisine selon liste des éléments à conserver et à évacuer transmis par la maîtrise d'ouvrage.

### **Localisation**

Toutes zones

#### 3.2.8 Démolition de revêtements carrelage aux murs

Dépose et évacuation des revêtements de carrelage aux murs

L'entreprise prévoira la démolition, le retrait et l'évacuation des revêtements muraux carrelés. La prestation comprendra :



- Démolition carrelage compris tout accessoire
- Compris retrait de colle par ponçage et tout autre outil adapté

La prestation de l'entreprise comprendra également les réparations ponctuelles au mortier de réparation en cas d'altération de l'état de surface de la dalle béton ou du voile béton après démolition.

#### **Localisation**

Toutes zones

#### **3.2.9 Démolition de revêtements carrelage au sol**

Dépose et évacuation des revêtements de carrelage au sol

L'entreprise prévoira la démolition, le retrait et l'évacuation des revêtements de sols carrelés. La prestation comprendra :

- Démolition carrelage et ragréage, compris plinthes
- Compris retrait de colle par ponçage et tout autre outil adapté

La prestation de l'entreprise comprendra également les réparations ponctuelles au mortier de réparation en cas d'altération de l'état de surface de la dalle béton ou du voile béton après démolition.

#### **Localisation**

Toutes zones

### **3.3 ETAT DES SURFACES APRES CURAGE**

Les travaux de curage décrits ci avant incluent toutes sujétions de finition au droit des empreintes laissées par les déposes et démolitions au sol et plafonds et murs. A la charge de l'entreprise une parfaite finition au droit des ouvrages conservés contigus compris toutes adaptations et accessoires nécessaires. L'entreprise devra toutes reconstitutions de parties d'ouvrages ayant été démolies pour raisons techniques mais toutefois conservées dans le projet.

D'une manière générale, les états de surfaces des sols murs et plafonds après dépose répondront aux conditions de tolérance, de planéité et d'aspect exigés par les DTU et les Avis Techniques des finitions prévues sans que l'entreprise exécutant ces finitions ait à reprendre les supports.

Une réception des supports sera réalisée par les entreprises de second œuvre en présence de l'entreprise de Gros Œuvre.

## 4 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE GROS ŒUVRE

---

### 4.1 SOCLES DIVERS

Réalisation pour les lots fluides de socles en mortier de béton coffré 10x10x10 servant au relevé en plinthe autour des tuyaux d'adduction et d'évacuation sous les équipements du self, cuisine, meubles chauffants ou réfrigérés

#### **Localisation**

2 Sous chaque meuble de la zone cuisine et libre-service

### 4.2 PERCEMENTS, CALFEUTREMENTS, REBOUCHEMENTS

#### 4.2.1 Ouverture de baie

Création d'une porte dans la paroi séparant le SAS du local vestiaire de la nouvelle zone Espace libre-service.

La prestation comprend

- la réalisation d'un linteau par piochage en deux phases à mi cloison et scellement de 2 ronds de diamètre 15 à chaque face,
- le piochage du parpaing avec maintien des 2 jambages
- Le dressage des 2 tableaux et linteaux, avec cueillie pour recevoir l'hubriserie de la nouvelle porte
- Dimensions selon plan
- Finition enduit ciment
- Compris lissage et rattrapage du sol selon demande du lot concerné pour le revêtement de sol

#### **Localisation**

Sur plan architecte : espace libre-service

#### 4.2.2 Percements

Pour le passage de canalisations, gaines, réseaux divers, etc.... au droit des murs intérieurs et dalle existante, un percement sera réalisé au droit des passages prévus. Il sera de dimension suffisante selon les besoins des lots concernés (Plomberie, CVC, Électricité).

Des siphons de sols sont créés et nécessite de percer la dalle, poser/sceller les siphons. Les siphons sont fournis par le CE plomberie et tout ce qui concerne leur installation est à réaliser au titre du présent corps d'état.

Après la mise en place des ouvrages, les percements seront calfeutrés. Reprises et raccords au droit des percements y compris toutes finitions dans le respect des degrés CF nécessaires.

#### **Localisation**

Toutes zones de chantier

#### 4.2.3 Calfeutrements rebouchements

Le curage et les travaux des réseaux vont générer des trous de réservations béants. Il s'agit ici de les reboucher avant réalisation des revêtements et finitions

L'entrepreneur se concerte avec l'architecte pour procéder au bouchement des trous en plancher bas, au mortier de ciment.

Sont également concernées par le poste les bouchements de baies condamnées sur le plan architecte avant/après. Ce bouchement se fait alors en parpaings de 15cm

Sont également concerné tous rebouchements et calfeutrements nécessaires afin de rétablir le degré coupe-feu nécessaires et non prévu aux CE électricité et CVC/Plomberie.

#### **Localisation**

Toutes zones de chantier

### **4.3 RAGREAGE**

Fourniture et mise en œuvre d'un ragréage autolissant d'une épaisseur à définir par le lot concerné par le revêtement du sol comprenant notamment :

- Le dépoussiérage des supports
- Le rebouchage des trous éventuels par application d'un primaire bouche-pore
- Un primaire d'adhérence adapté au support
- Ragréage selon préconisation de pose du revêtement de sol
- Compris toutes sujétions de réalisation suivant prescriptions du fabricant
- Épaisseur 10 mm minimum

#### **Localisation**

Zones sol S3 selon plan des sols

## 5 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE PLÂTRERIE

### 5.1 HABILLAGE EN PLAQUE DE PLATRE

Fourniture et pose d'un habillage en plaque de plâtre BA 25 type PLACOPLATRE de chez BPB PLACO ou équivalent, comprenant :

- Fixation par polochons de collage sur maçonnerie
- Les joints et les angles seront traités par profilé aluminium.
- Classement au feu des plaques de plâtre : M1

#### Localisation

Selon plans Architecte, sur :

- Murs maçonnés recouverts de décor brique dans le self existant
- Toute la cloison longeant la zone cuisine en limite de prestation

### 5.2 CLOISONS EN PLAQUE DE PLATRE RESISTANTE AU FEU

Réalisations de cloisons séparatives en plaques de plâtre de type 98/48

- Ossatures métalliques composés d'un rail périphérique haut et bas et d'une ossature verticale vissée aux semelles,
- Câblerie en fourreaux et incorporations des fourrures et renforts selon plans des CE techniques et mobilier,
- Interposition d'un matelas de laine minérale de 50 mm d'épaisseur avant fermeture de la cloison
- Deux plaques de plâtre de 13 mm, pose croisée de part et d'autre de l'ossature,
- Bandes courantes, bandes armées en arrêtes rentrantes et profil aluminium en arrêtes saillantes
- Enduit des bandes et sur toutes les vis
- Contrôle de planéité parfaite en vue de la pose des mobiliers, tolérance 1mm à la règle de 2m.
- Compris pose des huisseries fournies pas le lot 04 Menuiserie

La mise en œuvre sera conforme au D.T.U.25-41, aux avis techniques et aux recommandations du fabricant.

**Cas particulier des courbes** : l'entrepreneur montera les courbes en profilant ses rails sol et plafonds. L'épaisseur des plaques sera sélectionnée pour permettre l'arrondi. L'entrepreneur ajoutera autant de plaques que nécessaire pour obtenir l'épaisseur globale de la cloison et le PV de résistance au feu.

Caractéristiques techniques de la cloison :

Epaisseur finale 98 mm

Résistance au feu : EI 60

Isolation acoustique : 55 dB

Hauteur limite : 4,00 m

La prestation comprend les sujétions suivantes :

Les joints seront traités suivant la technique et avec les produits agréés possédant un avis technique. Les angles saillants seront protégés par une bande armée ou par une cornière d'angle, U plastiques tout système adéquat pour mise en œuvre dans pièces humides,

L'étanchéité à l'air sera assurée, en périphérie des cloisons, par le traitement des joints. En partie basse, la semelle sera posée sur un feutre bitumineux

Renforts verticaux et horizontaux pour charges lourdes, l'emplacement de ces renforts devra être repéré pour les corps d'état concernés.

Compris toutes coupes, découpes, fixations des rails et montants, fixations des plaques par vis auto taraudeuses, et toutes sujétions de mise en œuvre suivant les prescriptions du fabricant et avis techniques.

Si nécessaire, fourniture et pose de lisse de répartition.

Les cloisons interrompent les doublages intérieurs des façades afin de limiter les ponts acoustiques.

**Localisation :**

Selon plans d'aménagement Architecte, sur :

- Cloisons refermant l'**Espace de travail calme**

### 5.3 CLOISONS EN PLAQUE DE PLÂTRE D'HABILLAGE

Réalisations de cloisons séparatives en plaques de plâtre de type 70/48 ou 120/90

- Ossatures métalliques composés d'un rail périphérique haut et bas et d'une ossature verticale vissée aux semelles,
- Câblerie en fourreaux et incorporations des fourrures et renforts selon plans des CE techniques et mobilier,
- Interposition d'un matelas de laine minérale avant fermeture de la cloison, épaisseur 50mm ou 90mm selon épaisseurs de la cloisons
- Une plaque de plâtre de 13 mm, de part et d'autre de l'ossature
- Bandes courantes, bandes armées en arrêtes rentrantes et profil aluminium en arrêtes saillantes
- Enduit des bandes et sur toutes les vis
- Contrôle de planéité parfaite en vue de la pose des mobiliers, tolérance 1mm à la règle de 2m.
- Compris pose des huisseries fournies par le lot 04 Menuiserie

La mise en œuvre sera conforme au D.T.U.25-41, aux avis techniques et aux recommandations du fabricant.

**Cas particulier des courbes** : l'entrepreneur montera les courbes en profilant ses rails sol et plafonds. L'épaisseur des plaques sera sélectionnée pour permettre l'arrondi. L'entrepreneur ajoutera autant de plaques que nécessaire pour obtenir l'épaisseur globale de la cloison.

Caractéristiques techniques de la cloison :

Épaisseur finale 70 mm ou 120 mm selon plan d'aménagement

Résistance au feu : sans objet

Isolation acoustique : sans objet

Hauteur limite : 4,00 m

La prestation comprend les sujétions suivantes :

Les joints seront traités suivant la technique et avec les produits agréés possédant un avis technique. Les angles saillants seront protégés par une bande armée ou par une cornière d'angle, U plastiques tout système adéquat pour mise en œuvre dans pièces humides,

En partie basse, la semelle sera posée sur un feutre bitumineux

Renforts verticaux et horizontaux pour charges lourdes, l'emplacement de ces renforts devra être repéré pour les corps d'état concernés.

Compris toutes coupes, découpes, fixations des rails et montants, fixations des plaques par vis auto-perceuses, et toutes sujétions de mise en œuvre suivant les prescriptions du fabricant et avis techniques.

Si nécessaire, fourniture et pose de lisse de répartition.

**Localisation :**

Selon plans d'aménagement Architecte, sur :

- Aménagement des distributeurs automatiques dans le **hall**
- Aménagement des casiers dans le **hall**
- Courbes façonnant des niches

## **5.4 OUVRAGES DIVERS**

### **5.4.1 Écrans de cantonnement**

Réalisation de retombées en STIL de 50 cm sous hauteur générale des faux plafonds :

- Ossatures métalliques composés d'un rail haut et bas et d'une ossature verticale vissée aux rails
- Câblerie en fourreaux et incorporations des fourrures et renforts selon plans des CE techniques et mobilier,
- Interposition d'un matelas de laine minérale de 50 mm d'épaisseur avant fermeture de la retombée
- Une plaque de plâtre de 13 mm de part et d'autre de l'ossature
- Bandes courantes, bandes armées en arrêtes rentrantes et profil aluminium en arrêtes saillantes
- Enduit des bandes et sur toutes les vis
- Contrôle de planéité parfaite en vue de la pose des faux plafonds, tolérance 1mm à la règle de 2m.

**Localisation :**

Selon plans d'aménagement Architecte, sur :

- Zone de distribution
- Zone pizza

### **5.4.2 Lissage des courbes**

Certaines cloisons du hall présentent des facettes qu'il s'agit de faire disparaître.

Pour cela, l'entrepreneur du présent corps d'état devra :

- Tracer la courbe résultante selon plan architecte
- Piqueter légèrement la peau des cloisons à traiter
- Rattraper à l'aide d'enduit technique préparé en phase aqueuse, pour obtenir une belle courbe.
- Assurer une finition lissée, prête à peindre

A certains endroits, le traitement mesurera plusieurs cm. Le travail se fera donc en plusieurs passes avec séchage entre chaque.

**Localisation :**

Selon plans d'aménagement Architecte, sur :

- Courbes lissées dans le **Hall**

## 6 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE PLAFONDS

### 6.1 FAUX PLAFONDS EN PLAQUE DE PLATRE

Fourniture et pose de plafonds suspendus non démontables en plaques de plâtre lisse de 13mm d'épaisseur de chez PLACO ou KNAUF ou à performances techniques équivalentes, comprenant :

- Si nécessaire, une ossature primaire suffisamment dimensionnée pour permettre la fixation du faux plafond, des gaines techniques de ventilation
- Ossature double constituée de fourrures ou de montants suivant portées, entraxe des supports et hauteur du plénum, suspentes, tiges filetées ; fixée sur la dalle existante, compris si nécessaire selon les cas de grande hauteur de plénum ou d'écartement des supports, la fourniture et la mise en œuvre d'une structure primaire complémentaire en acier galvanisé sera mise en œuvre, y compris tout accessoires de fixation,
- Une couche de 100 mm de laine minéral,
- D'une plaque de BA 13 standard de chez PLACO ou KNAUF ou à performances techniques équivalentes.

Le faux plafond sera entièrement désolidarisé des parois périphériques par l'interposition d'un joint mousse de type Tramiban des Ets Tramico ou équivalent.

Le faux plafond dans les locaux de cuisines/cuisson et self sera positionné à une altimétrie différente, une jouée périphérique de même nature est donc à prévoir.

La prestation comprend les sujétions suivantes :

- Mise en œuvre y compris le traitement des joints et des points particuliers ; suivant les dispositions communes, le DTU 25.42 et les préconisations du fournisseur,
- Traitement des angles saillants par bande armée sur toute la hauteur selon préconisation du fabricant,
- Dans les pièces humides, il sera utilisé des plaques avec parement hydrofugé,
- Compris l'ensemble des percements pour le compte des CE technique (trappes de visite, appareils d'éclairage, bouches de ventilation, etc...), voir les plans techniques pour quantifier

Le complexe devra bénéficier de la certification ACERMI,

#### Localisation :

Suivant plan de faux plafonds Architecte liste ci-dessous à pointer sur plan

- Plages de plafond BA13 devant les aménagements du hall (casiers et distributeurs)
- Zone de distribution à l'entrée du self,
- Pôle pizza du self
- Zone de vente **Libre-service**

### 6.2 FAUX PLAFONDS DEMONTABLE EN FIBRE DE BOIS 600X600

Réalisation, y compris toutes fournitures particulières et toutes sujétions de mise en œuvre, d'un plafond suspendu démontable du type « ORGANIC TWIN 25 » de chez Knauf ou équivalent, présentant les caractéristiques suivantes :



- Dalles constituées d'une âme en laine de roche de haute densité et de 2 parements en laine de bois très fine, de dimensions 600 x 600 mm et d'épaisseur 25mm. Les bords des dalles seront de type droit. (Dimensions 600x1200mm à prévoir sur certaines zones selon plans de plafonds)
- Absorption acoustique  $a_w$  : 0,70 (sans isolant supplémentaire, avec plénum 200 mm)
- Réaction au feu : B-s1, d0
- Réflexion à la lumière : 75% pour « White », 51% pour « Pure », 46% pour « Lin » 43% pour « Silicium », et 32% pour « Gris Pierre », selon choix de teinte de l'architecte.
- La pose des panneaux s'effectuera sur une ossature apparente T24, facilement démontable. La mise en œuvre sera conforme aux prescriptions de la norme NFP 68 203 1 & 2 ; DTU 58.1 et autres DTU en vigueur selon la nature des locaux. Les ossatures seront thermolaquées dans la teinte au choix du Maître d'œuvre dans toute la gamme RAL.
- Une cornière de rive assurera la finition périphérique, y compris l'utilisation d'une cornière cintrable sur les parties arrondies (pas de découpe d'une cornière droite pour faire les arrondis). Les ossatures seront thermolaquées dans la teinte au choix du Maître d'œuvre dans toute la gamme RAL.
- Toutes sujétions pour réservations des luminaires isolés ou filants (suivant lot Électricité), cornières, suspentes, entretoises, profilés porteurs, à charge du présent lot,
- Calepinage à soumettre à l'approbation du maître d'œuvre.

Recommandations de mises en œuvre :

- La mise en œuvre sera conforme aux prescriptions de la norme NFP 68 203 1 & 2, DTU 58.1 et autres DTU en vigueur selon la nature des locaux.

Le présent lot aura la charge des réservations et percements à réaliser dans les faux plafonds suivant les instructions des lots techniques. Toutes sujétions pour réservations des luminaires isolés ou filants, renforcement ou modification des cornières, suspentes, entretoises, profilés porteurs, à charge du présent lot.

**Localisation :**

- Dans toute la zone de **Hall** d'entrée au self
- Dans le **bureau** à l'entrée du self

## 6.3 PLAFONDS ACOUSTIQUES SUSPENDUS

Fourniture et pose de panneaux acoustiques suspendus de type CULTURE IN ou équivalent :

Fourniture de panneaux acoustiques sur sur-mesure réalisés à partir de Varian®, textile thermoformable à base de lin français et d'une résine biosourcée.

2 formats de panneaux :

- Carré : 125 x 125 cm
- Coupole : Ø100 cm

Chaque panneau est un complexage de Varian® et d'une mousse acoustique en PET recyclé d'une épaisseur de 50 mm.

Les capacités de thermoformage du Varian® permettent de fabriquer des panneaux acoustiques sans cadre ni structure.

Leur légèreté facilite ainsi la pose et le système de fixation.

Coefficient d'absorption acoustique :  $\alpha = 1$

Aire d'absorption du carré (125 x 125 cm) : 3,12 m<sup>2</sup>

Aire d'absorption de la coupole (Ø100 cm) : 1,24 m<sup>2</sup>

Couleur : Sur-mesure RAL au choix de l'architecte sur validation d'échantillon

Réaction au feu : M1

Filin de fixation en acier d'un mètre inclus (3 ou 4 par panneau)

**Localisation :**

Dans toutes les salles de restauration suivant plan de plafonds Architecte

## **6.4 TRAPPES DE VISITE**

Fourniture et pose de trappe de visite respectant le degrés CF de la paroi. Les trappes seront mises sous tenture et des cornières seront mises afin de réaliser les revêtements.

La dimension des trappes sera définie au cas par cas en fonction des éléments à visiter.

Les trappes auront un cadre alu avec plaque de plâtre intégrée,

## 7 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE CARRELAGE

---

### 7.1 CARRELAGE MURAL

Fourniture et pose de carrelage mural format 15 x15 cm gamme Global Collection de chez MOSA ou à performances techniques équivalentes, comprenant :

- Joints de carrelage avec teinte au choix de l'architecte
- Accessoires de finition selon détails de l'architecte

**Localisation** : Zones de service A et B

### 7.2 PLAN CARRELE ZONE DE SERVICE A

Fourniture et pose de carrelage mural format 15 x15 cm gamme Global Collection de chez MOSA ou à performances techniques équivalentes, comprenant :

- Joints de carrelage avec teinte au choix de l'architecte
- Coupe à 45° pour tous les angles sortants
- Accessoires de finition selon détails de l'architecte

**Localisation** : Zones de service A

### 7.3 PLAN CARRELE ZONE DE SERVICE B

Fourniture et pose de carrelage mural format 15 x15 cm gamme Global Collection de chez MOSA ou à performances techniques équivalentes, comprenant :

- Joints de carrelage avec teinte au choix de l'architecte
- Coupe à 45° pour tous les angles sortants
- Accessoires de finition selon détails de l'architecte

**Localisation** : Zones de service B

### 7.4 PLAN CARRELE CAISSE LIBRE SERVICE

Fourniture et pose de carrelage mural format 15 x15 cm gamme Global Collection de chez MOSA ou à performances techniques équivalentes, comprenant :

- Joints de carrelage avec teinte au choix de l'architecte
- Coupe à 45° pour tous les angles sortants
- Accessoires de finition selon détails de l'architecte

**Localisation** : Caisse libre-service